REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 07 au 13 septembre 2021

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Environnement : Projet ExPLOI.....2
- « Plus de plastiques que de cétacés »

1.2 Coopération.....4
- Îles Éparses : Reprise des discussions en perspective

1.3 Biodiversité.....5
- Les EEE…Espèces Exotiques Envahissantes

2. Centres d'Intérêts

2.1 Environnement.....6
- De véritables remparts contre les aléas climatiques
- La quantité de plastique présente dans les océans réévalués fortement à la hausse

2.2 Energies renouvelables.....8
- Énergie renouvelable : « Nous allons atteindre les 60 % d'ici 2030 » rassure le ministre de l'énergie Joe Lesjongard

2.3 Tourisme..... 9
- Secteur tourisme : La relance n'est pas évidente
- Travel + Leisure 2021 Seychelles reclaims award for top island destination in Africa, Middle East

2.4 Economie.....11
- Signature d'un protocole d'accord entre l'Economic Development Board et Invest India
- Secteur du textile : Promotion de l'économie circulaire
- 'August showed positive signs for the economy' – Governor Abel

2.5 Société.....14
- Vaccination Covid-19 : Anjouan a vaccine plus de 92% de sa population cible
- Covid-19 : mix vaccinal pour la troisième dose

"Plus de plastiques que de cétacés"

ENVIRONNEMENT. Pendant de longues semaines, Margot Thibault et Adrian Fajeau ont vogué à bord de "l'Osiris II", autour de Madagascar, dans le cadre de la mission Pomme. Leur but : observer les matières plastiques présentes dans certaines zones clés ainsi que la mégafaune marine. Pour les deux scientifiques, il y a une vraie urgence quant à la gestion des plastiques.

Ce n'est pas pour découvrir un secret englouti dans la mer des Caraïbes que Margot Thibault et Adrian Fajeau ont embarqué à bord de l'*Osiris II*, il y a quelques semaines. Les deux scientifiques avaient pour mission de rechercher les plastiques autour de Madagascar au même titre que décompter le nombre de cétacés, tortues et oiseaux marins.

Ainsi, le scientifique de Globice et la thésarde soutenue par l'Université de La Réunion, le laboratoire UMR Anthropi, la compagnie The Ocean Cleanup et le laboratoire des IMRCP à l'Université de Toulouse, ont vogué tout autour de la Grande Île pendant un long mois entrecoupé d'arrêts stratégiques sur l'île du Lys et Juan de Nova. Au total, entre 700 et 900 particules de micro plastique ont été collectées via un filet Manta mis à l'eau 27 fois autour de Madagascar et sur l'île du Lys. Sur Juan de Nova, pas moins de 900 déchets, comme des bouchons et fragments de plastiques ont été retrouvés.



Adrian Fajeau et Margot Thibault ont passé un mois en mer dans le cadre de la mission Pomme (photo Ludovic Laï-Yu).

"Tout ce qu'on a collecté ne vient pas d'une pollution locale, cadre Margot Thibault, *ce sont des déchets qui ont été apportés par des courants et qui se sont échoués sur ces îles vierges. On essaye de comprendre d'où ça vient, mais on observe des marques qui viennent de Tanzanie, des Maldives, de la côte ouest de Madagascar ou encore d'Indonésie."* Selon Margot Thibault, cette pollution circule via les courants de surface qui peuvent ainsi alimenter des gyres subtropicaux, des sortes de grands tourbillons marins. Dans nos océans, cinq gyres ont été créés naturellement : deux dans le Pacifique, deux dans l'Atlantique et un, voire potentiellement deux, dans l'océan Indien. Le plus connu est sans doute celui d'Hawaï, celui qu'on appelle le 7e continent et qui ferait six à sept fois la taille de la France.

HUIT MILLIONS DE TONNES DE DÉCHETS DÉVERSÉES DANS LA MER

"Le gyre de l'océan Indien est peu, voire pas étudié, et pourtant, il est entouré par les 12 principaux fleuves qui émettent de la pollution, explique Margot Thibault. *À La Réunion, par exemple, quand on se promène sur les plages, on peut s'attendre à trouver des particules de plastique qui viennent du Japon, de la Chine ou encore d'Indonésie..."* Chaque année, au moins 8 millions de tonnes de déchets plastiques finissent dans la mer. Visible et invisible, en surface, dans les profondeurs de l'océan ou sur les plages, la pollution plastique est une triste réalité. *"Au cours de la mission mer, on passait dans des langues de courant et le plus souvent, elles étaient remplies de gros déchets et de petites particules,* ajoute Adrian Fajeau. *Il y en avait particulièrement autour des Glorieuses. Des fois, on ne pouvait plus compter les déchets. Il y avait des tongs, des guidons, des boissons japonaises. On a vu plus de plastique que de cétacés."*



L'abondance de matières plastiques représente un véritable danger pour l'écosystème sous-marin.

En juillet dernier, le préfet Jacques Billant aux côtés du secrétaire général de la Commission océan Indien (COI), Vêlayoudom Marimoutou, et du directeur régional de l'Agence française du développement, Marc Dubernet, ont signé la convention de financement d'ExPLOI. Financé par l'Agence française de développement et le Fonds français pour l'environnement mondial pour un montant de 6,7 millions d'euros sur 5 ans, le projet répond à une préoccupation grandissante dans nos îles et dans le monde : l'impact de la pollution plastique sur l'environnement et sur l'homme. Il s'agit là d'un projet à la croisée de la recherche scientifique, de l'entrepreneuriat, de la promotion de l'économie circulaire et de la sensibilisation des populations, particulièrement des jeunes.

"Nous ne partons pas en croisade contre le plastique, pas tout à fait, avance le professeur Vêlayoudom Marimoutou. *Notre préoccupation, c'est le mode de production et surtout le mode de consommation du plastique, particulièrement des plastiques à usage unique. Ce qui doit changer, c'est cette omniprésence du plastique, sa fin de vie longue et polluante, son usage effréné alors même que des solutions durables, écologiquement responsables et économiquement viables existent ou doivent être soutenues."* Pour Marc Dubernet, *"les îles de l'océan Indien constituent des écosystèmes remarquables où la préservation de l'environnement impose de collaborer étroitement. Le projet ExPLOI marque une étape importante dans la lutte contre la prolifération du plastique dans nos océans."*

"ON VA POUVOIR NETTOYER CE QUI EST À LA SURFACE"

Quelques semaines plus tôt, le préfet de La Réunion avait également signé une convention de partenariat avec l'association Plastik'Akoz afin de soutenir les initiatives locales de lutte contre la pollution plastique sur le territoire réunionnais. Les objectifs de cette union : sensibiliser le public aux enjeux environnementaux, lutter contre la pollution plastique et promouvoir des alternatives à l'utilisation du plastique.

Finalement, pour Margot Thibault, *"il y a une urgence, mais la réponse est à apporter à chaque maillon de la chaîne de production, c'est-à-dire les producteurs, les consommateurs et enfin, les gestionnaires de déchets."* Même son de cloche pour Adrian Fajeau : *"On va pouvoir nettoyer ce qui est à la surface. C'est à la fois une métaphore et un vrai fait : on va pouvoir nettoyer que la petite partie émergée de l'iceberg. Dépolluer les océans, c'est une technique, mais ça ne va pas tout résoudre."*

P.B

L'IMPACT DU PLASTIQUE SUR LES ANIMAUX MARINS

"À l'état vierge, un plastique n'est pas forcément toxique, par contre quand il est dans l'océan, il agit comme un aimant avec les autres particules, comme des hydrocarbures, explique Margot Thibault, *et une fois que l'animal ingère, ça peut leur provoquer des maladie endocrinienne."* La tortue est l'une des espèces les plus impactées par le plastique. En 2020, 90 % des tortues ramenées à Kélonia rejetaient du plastique. Si les conséquences du plastique sont en majorité négatives, il existe toutefois des exceptions. *"La particule de plastique flotte,* reprend Margot Thibault, *elle peut être utilisée comme un radeau pour certaines espèces invasives. Ces dernières vont l'utiliser comme un radeau pour se déplacer. On a également la plastisphère, où des organismes se fixent sur les particules de plastique, comme le phytoplancton ou l'algue verte. Ce dernier émet une odeur qui attire les zooplancton, comme la méduse. Il y a donc des avantages pour des organismes 'fixeurs' qui ont normalement besoin de se fixer sur une algue."*



Entre 700 et 900 particules de plastiques ont été récoltées via un filet manta (photo Ludovic Laï-Yu).

LA FERMETURE DES FRONTIÈRES AVEC LA CHINE A REBATTU LES CARTES

Diana Alibhaye, ingénieure d'exploitation chez INOVEST : "En 2018, il y a eu la fermeture des frontières chinoises pour l'exportation de plastique. C'est vrai qu'on avait vu une petite révolution dans le marché des déchets. À l'époque, on sortait du carton avec 80 % de pureté. Maintenant, toute la donne a été revue. Depuis que la Chine a fermé ses frontières, cela a remis en question le marché mondial de traitement des déchets. Il y a eu beaucoup de plastiques qui n'étaient plus exportables, comme les polystyrènes ou le film plastique autour du pack d'eau."

"Il faut revenir à la source du problème"

ENTRETIEN. On ne la présente plus. Plusieurs fois championne de France et d'Europe, la longboardeuse Alice Lemoigne cumule les entraînements quotidiens tout en s'engageant pour l'écologie et le développement durable auprès des jeunes Réunionnais. La surfeuse nous parle de l'impact de la pollution plastique sur son sport et son quotidien.

Selon vous, est-il toujours possible de dépolluer les océans ou avons-nous atteint un point de non-retour ?

"Il y a de nombreux systèmes que l'Homme essaye d'inventer en parallèle avec les bateaux pour essayer d'éliminer les déchets. C'est devenu très compliqué, car le plastique est maintenant présent en microparticules dans la mer. Dépolluer complètement, j'ai bien peur que ce ne soit qu'un rêve inaccessible. Cependant, il y a une progression majeure grâce aux personnes qui adoptent des nouveaux gestes préventifs au quotidien. Il est important d'aller au-delà du ramassage de polluants plastiques sur la plage. Il faut revenir à la source du problème, notamment en mangeant des aliments locaux et bio, et en arrêtant la surconsommation.

Est-ce que le plastique a un impact direct sur votre sport ?

Tout dépend de l'endroit où je surfe. Une fois, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, je m'étais écorchée le pied avant la compétition. Le jour J, il y avait tellement de déchets dans l'eau que ma petite blessure s'est infectée. L'eau était pourtant translucide, mais on voyait des déchets plastiques et des bidons flottés à la surface. Ma cheville a enflé et j'ai failli abandonner la compétition. D'autres surfeurs ont dû renoncer pour des raisons similaires. C'est à ce moment-là que je me suis rendu compte de l'impact important que la pollution plastique a sur la santé. Il y a plein de microbes sur ces déchets jetés en mer.

Quelles actions menez-vous à l'échelle locale pour soutenir cette cause ?

Je suis investie au Territoire de la côte Ouest (TCO) en tant qu'agent d'animation des activités nautiques et du développement durable. Je les ai rejoints durant le pic de la crise sanitaire, donc les compétitions avaient beaucoup diminué. Je fais beaucoup de sensibilisation dans les établissements scolaires de l'Ouest, notamment dans les écoles primaires et les collèges. J'organise des événements avec l'office du tourisme comme des ramassages de déchets sur la plage, ainsi que des stands de sensibilisation en accord avec la réserve marine. Le 3 juillet dernier, lors de la journée mondiale sans plastique, j'ai organisé avec la municipalité un événement sur la Pointe des Trois-Bassins où on a ramassé 350 kilos de déchets et organisé plusieurs stands de sensibilisation. Il y avait notamment un stand sur la production de couture locale pour inciter les gens à ne plus acheter d'habits qui viennent de Chine. On a aussi organisé des ateliers pour montrer comment recycler le plastique. Je projette d'organiser le festival "Terre et Mer" en décembre. Au programme, il y aurait un ramassage de déchets, des stands de sensibilisation, un petit concert et de la randonnée."

PROPOS RECUEILLIS PAR CHARLOTTE HOAREAU



Alice Lemoigne, championne du monde de longboard en 2019 (photo Charlotte Hoareau).

LE SAVIEZ-VOUS ?

On estime qu'au moins un millier de tortues marines meurent chaque année des suites de l'enchevêtrement dans des déchets plastiques. 80 % des déchets plastiques proviennent de la terre. Ils sont drainés vers les océans via les rivières et les canaux.

La valorisation, un modèle en émergence

INNOVATION. Mis en service en 2020, Inovest est le seul centre de valorisation des déchets à La Réunion. Encore peu connu, ce mode de traitement est pourtant l'une des solutions pour lutter contre l'enfouissement.

"Aujourd'hui, les centres d'enfouissement appartiennent au monde d'avant", a déclaré Franck Perez, directeur de l'agence Suez Recyclage et Valorisation Réunion. Dans la famille du traitement des déchets, l'enfouissement était pendant longtemps le seul mode d'élimination en vigueur sur l'île. Mais voilà, depuis quelques années, la menace de la saturation des centres d'enfouissement pèse lourdement sur le territoire. Aujourd'hui, le code de l'environnement estime que les deux espaces, situés à Pierrefonds et à Sainte-Suzanne, seront saturés d'ici 2022. L'urgence est donc de mise pour trouver des solutions adéquates et adaptées à l'île. Parmi elles, figure celle de la valorisation des déchets. Par définition, il est question d'un réemploi, d'un recyclage ou de toute autre action visant à obtenir, à partir des déchets, des matériaux réutilisables ou de l'énergie. *"On est vraiment sur une révolution*, confie Diana Alibhaye, ingénieure d'exploitation chez Inovest, *on change de métier. Avant, on s'occupait du déchet, maintenant, on sort un produit. Le déchet devient une ressource."*

À La Réunion, un seul centre de ce type existe. Situé à Sainte-Suzanne, en marge du site d'enfouissement, Inovest s'étend sur 18 000 mètres carrés. Mis en service en décembre 2020, il fêtera son premier anniversaire dans les prochains mois. Sur le site, ce sont les ordures ménagères *(bac gris)*, les déchets des entreprises et les encombrants qui sont réceptionnés. On parle de plus de 170 000 tonnes de déchets valorisables par an.

Conformément à la volonté du Sydne, qui regroupe la Cinor et la Cirest, près de 30 % d'entre eux sont transformés en matières premières secondaires *(cartons, plastiques, ferreux, non-ferreux, compost)*. Les tonnes restantes sont valorisées pour produire un Combustible solide de récupération *(CSR)*. *"Aujourd'hui, le modèle commence à se développer à La Réunion*, poursuit Franck Perez, *c'est un schéma qui intéresse les autres collectivités insulaires, notamment nos collègues de Maurice, de Guadeloupe, de Corse. C'est un modèle qui est encore en émergence, mais qui correspond au besoin d'autonomie des territoires insulaires."*

Alors qu'il ne devrait pas se retrouver là, le plastique représente environ 2 % des récupérations sur Inovest. *"Ça reste important d'aller les chercher dans les bacs gris*, reprend Diana Alibhaye, *parce que les gens ne les mettent toujours pas dans le bac jaune."* Pour le directeur de l'agence, *"le tri ne s'améliore pas et c'est un problème. Le constat que l'on fait, c'est que l'on retrouve encore beaucoup trop d'emballage dans les bacs gris. Je ne sais pas si c'est une erreur de tri ou un manque de conscience environnementale, c'est probablement un mélange de tout cela. On souhaiterait partager davantage auprès de la population en disant que ce geste de tri est un geste simple. Ne serait-ce que les plastiques : les mettre dans le bon bac permet de leur donner une nouvelle vie."*

PJB



Inovest est le premier centre de valorisation de La Réunion (photo Stephan Laï-Yu).

Le challenge du tri à la maison



À Valoi, entre 40 et 45 tonnes de déchets sont réceptionnées tous les jours (photo Stephan Laï-Yu).

Les camions de déchargement arrivent au compte-gouttes, pourtant, au centre de tri Valoi des déchets recyclables *(bac jaune)*, de l'enseigne Suez, entre 40 et 45 tonnes de déchets provenant des poubelles jaunes sont triées tous les jours. On retrouve des cartons, papiers, des emballages plastiques, métalliques ou encore aluminium. *"Certains types de déchets sont refusés, car ce sont des matières qu'on ne pourra pas valoriser pour l'instant ou ce sont des matières qui ont été souillées ou mouillées avant d'arriver sur le centre de tri*, avance Corentin Alamelou, attaché d'exploitation. *Par exemple, on ne traitera pas certaines formes de plastique tels que les films plastiques ou les barquettes. Il y a aussi des déchets constitués de plusieurs éléments, plusieurs matières, comme les briques de jus ou de lait, avec une partie en carton à l'extérieur et en métal à l'intérieur."* Les déchets récoltés sont destinés à être envoyés vers la métropole ou encore l'Asie du Sud. Mais avant cela, plusieurs étapes sont primordiales. Sur le site, 16 agents de tri se relaient pour séparer les déchets valorisables ou non. Une fois le tri réalisé, les déchets sont mis en balles avant d'être mis dans des containers pour l'exportation. *"Le challenge se pose beaucoup sur le tri effectué par la population dans les maisons*, poursuit Corentin Alamelou. *Il y a une partie des déchets mis dans la poubelle jaune qui ne doivent pas y être, ces déchets polluent les matières triées qui peuvent être refusées par notre centre de tri et donc ne seront pas recyclées ! Et à l'inverse, dans les poubelles grises, on va retrouver des déchets qui auraient pu être recyclés, mais trop souillés on ne peut plus rien en faire."* D'où l'importance du tri à la maison, *"là où tout commence."*

LES 5 R POUR RÉDUIRE SA CONSOMMATION DE PLASTIQUE

- REFUSER.
- RÉDUIRE.
- RÉPARER POUR RÉUTILISER.
- REVALORISER.
- RECYCLER.

JIR SCAN

LE TRI À VALOI EST À RETROUVER ICI

Îles Éparses : Reprise des discussions en perspective



Le ministre des Affaires Étrangères a reçu, hier, à son bureau à Anosy l'ambassadeur de France.

Le sujet a été évoqué lors de l'entretien entre le président de la République et son homologue français à Paris, fin août dernier. La question des îles Éparses anime la relation franco-malgache et la reprise des discussions est déjà en perspective, selon l'information qui a découlé, hier, de la rencontre entre le chef de la diplomatie malgache, Patrick Rajoelina, et l'ambassadeur français Christophe Bouchard. « *La poursuite des travaux de la Commission mixte relative aux "Nosy Malagasy" a été évoquée durant la visite de courtoisie effectuée par l'ambassadeur de France* », a communiqué le ministère des Affaires Étrangères. Cette commission, qui a été créée dans le cadre des négociations bilatérales sur la gestion des îles Éparses, a dû interrompre les travaux à cause de la pandémie. La tenue d'une réunion a été prévue en mars 2020 mais la situation sanitaire ne l'a pas permise. Depuis, la commission a été mise en veilleuse même si le dossier a connu des rebondissements. Par ailleurs, la coopération bilatérale, les affaires consulaires ainsi que les travaux de la Commission de l'Océan Indien, notamment **le programme Erasmus, l'économie bleue, la sécurité maritime et la protection de l'environnement**, ont été abordés lors de la rencontre entre Patrick Rajoelina et Christophe Bouchard.
Rija R.

Les EEE... Espèces Exotiques Envahissantes

Le développement voire l'invasion d'espèces exotiques peuvent perturber lourdement l'équilibre du récif corallien. Les eaux de ballast des navires ou le marché de l'aquariophilie constituent les deux principales sources d'introduction.





Des initiatives régionales lancées dans le cadre de la Commission de l'Océan Indien (COI) (regroupant Madagascar, les Comores, l'île Maurice, les Seychelles et La Réunion) sollicitent la mise en place d'une stratégie régionale sur les EEE marines, aujourd'hui inexistante (une réglementation et des stratégies territoriales existent bien, comme à Mayotte ou à La Réunion, mais pas à l'échelle régionale). Cette stratégie permettrait d'approfondir ou de compléter l'article 7 de la Convention de Nairobi au niveau de son protocole relatif aux zones protégées ainsi qu'à la faune et la flore sauvages dans la région de l'Afrique orientale. Le projet « Biodiversité », piloté par la COI avec le soutien financier de l'Union Européenne, s'inscrit dans cette démarche et concerne les Comores, le Kenya, Madagascar, l'île Maurice, les Seychelles, la Tanzanie et La Réunion (cette dernière s'intégrant au projet sur ses fonds propres).

LES EEE MARINES DANS L'OCÉAN INDIEN

Près d'une dizaine d'espèces exotiques marines ont été recensées dans les eaux de l'Ile Maurice, 5 dans les eaux réunionnaises, 4 dans les eaux malgaches, 3 dans les eaux de Mayotte et 3 dans les eaux seychelloises. Aucune de ces espèces n'est pour l'instant considérée comme envahissante. En revanche, 33 espèces exotiques marines considérées comme envahissantes ont été identifiées dans le Sud-Ouest de l'Océan Indien, principalement en Afrique du Sud. Les espèces *Ficopomatus enigmaticus*, *Ciona robusta*, *Ascidia sydneiensis*, *Mytilus galloprovincialis*, *Littorina saxatilis* sont celles qui présentent le plus fort impact écologique potentiel.

D'APRÈS L'UICN, 2019

STYELA PLICATA OU ASCIDIE PLISSÉE

Originaire *a priori* du Pacifique Nord-Ouest (Japon et Corée), *Styela plicata* se rencontre aujourd'hui dans les eaux tempérées chaudes du globe, conséquence d'une dispersion avérée par les coques de bateaux. *Styela* (objet en forme de tige pointue ou de colonne) *plicata* (plissée, du fait des replis que forme sa tunique) vit fixée à faible profondeur (jusqu'à 10 m), souvent en groupes. Quasiment exclusivement rencontrée dans les sites portuaires et les lagunes, l'espèce peut supporter de grandes variations de température et de salinité.

De véritables remparts contre les aléas climatiques

Les mangroves, lorsqu'elles sont préservées et en bonne santé, rendent des services écosystémiques indéniables, notamment dans un contexte avéré de changements climatiques.

MAYOTTE
Dans les secteurs végétalisés, l'atténuation de l'énergie des vagues atteint plus de 90% contre 35% dans les secteurs dénués de palétuviers. (Janson et al., 2018)

Ce rôle tampon, qu'offrent les mangroves à l'Homme, ne se limite pas seulement aux capacités dépolluantes ou au piégeage du carbone : ces écosystèmes côtiers représentent en effet un rempart de protection naturelle contre de nombreux aléas climatiques, comme les tempêtes tropicales et tsunamis, l'érosion côtière ou encore l'élévation du niveau de la mer.

DE VÉRITABLES BARRIÈRES FACE AUX TEMPÊTES TROPICALES

20%
de l'énergie des vagues et des vents réduits par les mangroves

UN FREIN À L'ÉROSION CÔTIÈRE

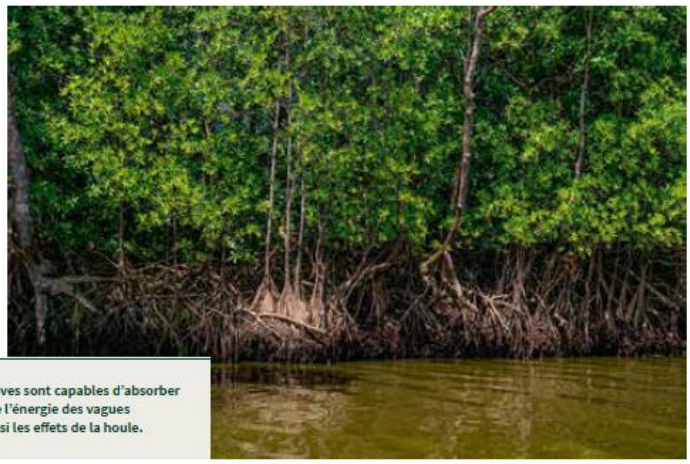
L'érosion côtière, qui ronge le trait de côte dans toutes les mers du monde, est principalement engendrée par la houle. Les mangroves, grâce à leur système racinaire qui s'ancre dans la vase, atténuent la force des vagues et piègent les sédiments en mouvement, permettant ainsi de contenir cette érosion côtière et d'en limiter les effets. La 1re réponse des États face à l'érosion côtière relève trop souvent de la bétonisation, par la construction de digues, censées anéantir les effets de la houle sur le trait de côte. Cependant, il a été démontré que les mangroves, à condition d'être conservées et en bon état, sont un moyen naturel (et gratuit) bien plus efficace que les digues pour stabiliser les côtes.

Le service écosystémique de protection et stabilisation côtière est estimé à 3 097 €/ha/an à Mayotte.

Des chercheurs de l'IRD et de l'Université d'Aix-Marseille ont démontré l'importance de la mangrove du Guyana (Amérique du Sud) face à l'érosion du trait de côte : en perdant cet écosystème, les 370 km de côte du pays seraient érodés, à grande échelle.

Le service écosystémique de protection et stabilisation côtière est estimé à 3 097 €/ha/an à Mayotte.

Des chercheurs de l'IRD et de l'Université d'Aix-Marseille ont démontré l'importance de la mangrove du Guyana (Amérique du Sud) face à l'érosion du trait de côte : en perdant cet écosystème, les 370 km de côte du pays seraient érodés, à grande échelle.



Les mangroves sont capables d'absorber 70 à 90% de l'énergie des vagues limitant ainsi les effets de la houle.

La quantité de plastique présente dans les océans réévalués fortement à la hausse

Selon une étude publiée le 9 septembre, il y aurait 24,4 milliards de milliards de particules de microplastiques, d'une taille comprise entre 1 et 5 millimètres, en suspension dans les mers du globe, cinq fois plus que les précédentes estimations.

Par Martine Valo

Les images emblématiques des tortues saucissonnées dans des débris de bâche ou d'oiseaux nichant au milieu de bouchons de bouteilles en plastique sur une plage ne reflètent qu'une partie du problème de la pollution marine. Car en plus des millions de tonnes d'emballages, restes d'engins de pêche et autres macrodéchets aquatiques, il flotterait dans l'océan mondial cinq fois plus de particules de microplastiques que ce qu'estimait la communauté scientifique jusqu'en 2015. L'étude publiée jeudi 9 septembre dans la revue *Microplastics and Nanoplastics*, du groupe *Nature,* ne prétend pas que les quantités, certes gigantesques, de microplastiques présentes dans l'eau aient explosé en quelques années, mais explique que les travaux antérieurs avaient grandement sous-évalué le niveau de pollution.



Vidéo des déchets dans les canyons méditerranéens, 2018. IFREMER/RAMOGE EXPLORATIONS 2018

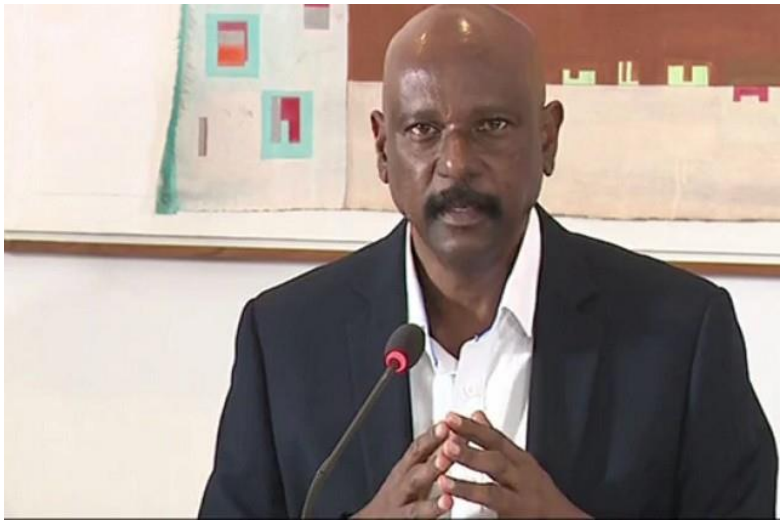
Selon l'équipe internationale menée par Atsuhiko Isobe, du Centre de recherches océaniques et atmosphériques de l'université de Kyushu (Japon), il y aurait 24,4 trillions (milliards de milliards) de ces particules d'une taille comprise entre 1 et 5 millimètres en suspension dans les océans, et non 5,5 trillions, comme estimé initialement ; ce qui représenterait entre 82 000 et 578 000 tonnes. Les analyses ont détecté en moyenne entre 113 000 et 5,3 millions de pièces de microplastiques au kilomètre carré, soit un poids de 130 grammes à 2,67 kilos.

Contamination généralisée

Les auteurs ont analysé, calibré et synthétisé les données brutes tirées de 8 218 échantillons, dont les prélèvements ont eu lieu un peu partout autour du globe et qui sont destinés à nourrir une base de données publique.

Suite de l'article

Énergie renouvelable : « Nous allons atteindre les 60 % d'ici 2030 » rassure le ministre de l'énergie Joe Lesjongard



« Nous sommes sur la bonne voie et les partis prenants montrent un réel intérêt pour augmenter notre capacité de produire plus d'énergie verte » soutient Joe Lesjongard.

Le ministre de l'énergie a expliqué que plusieurs appels d'offre ont été lancés depuis l'annonce budgétaire pour plusieurs projets dont quelques uns pour la production de l'électricité renouvelable et quelques uns pour le stockage d'électricité.

En visite à la station du « Central Electricity Board » à la Tour Koenig ce matin, le ministre de l'Énergie et des Ressources a expliqué que le ministère travail d'arrache pied pour atteindre les 60 % d'énergie renouvelable d'ici 2030.
Deux batteries de stockage d'énergies ont d'ailleurs été présentées ce matin au ministre.

Celui-ci soutien que ceci c'est qu'une première étape.

Secteur tourisme : La relance n'est pas évidente

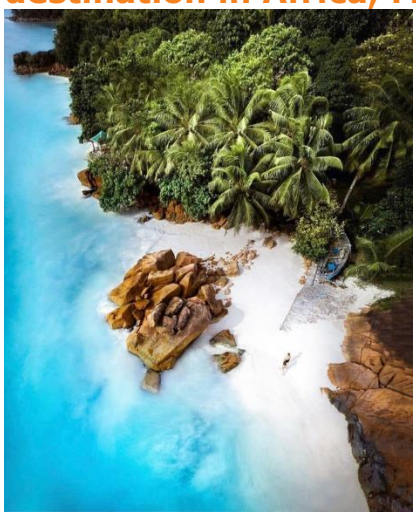
Les dirigeants pensent déjà à relancer le secteur tourisme qui a été mis à bas par la pandémie de Covid-19. Par ailleurs, les dirigeants s'attèlent dans la concrétisation des dires du Président de la République, Andry Rajoelina lors de la rencontre des entrepreneurs francophones qui spécifie que la réouverture des frontières sera pour le mois d'octobre. Il est évident que la réouverture des frontières de Madagascar va de pair avec la relance du tourisme qui a été à l'agonie depuis le début de la pandémie à Madagascar. Cela n'est pourtant pas évident car les touristes veulent de la sécurité que ce soit sur le plan sanitaire ou autres. Il ne faut pas oublier que le taux de vaccination anti-covid est encore assez faible à l'heure actuelle à Madagascar, tournant autour des 2% de la population, voire moins. La pauvreté qui règne à Madagascar laisse place à l'insécurité et l'arnaque car les Malgaches ont du mal à se nourrir et en viennent à faire n'importe quoi. Ces derniers temps, on a eu droit à la promotion du tourisme local puisque les frontières de Madagascar ont demeuré fermées depuis un certain temps notamment depuis mars 2020. Cela a laissé place aux amateurs en termes d'organisation de voyage organisé comme c'est le cas de l'agence « Ethan Tour Voyage » ou « Artisan de vos Rêves » qui comme organisateur le dénommé Randrianaivoson Ethan dont le vrai nom est Randrianaivoson Vonjiniaina Ambinintsoa. En tout cas, son organisation fait jaser la clientèle avec des séries de panne et d'autres mésaventures. Autrement dit, la crise laisse place à bien des maux comme l'arnaque, l'insécurité et autres.

Le secteur tourisme est mal en point à l'heure actuelle et ce n'est pas le cas de le dire. Mis à part les touristes qui manquent au rendez-vous, le secteur est désormais rempli d'amateurs qui ne pensent qu'à faire fortune sans penser à la satisfaction de la clientèle. Les autorités devraient voir de près le secteur avant de se lancer dans une relance qui peut nous coûter cher. Madagascar a encore du pain sur la planche dans la relance du secteur tourisme. Si les dirigeants disent avoir confiance au remède malgache CVO, ce n'est pas le cas des étrangers. Avec l'amélioration de la situation coronavirus à Madagascar, les dirigeants ont tendance à accorder le mérite au CVO alors que son efficacité reste encore à prouver. Avec l'ouverture prochaine des frontières, on a été en présence d'une série de formation avant la relance des activités. N'empêche qu'il faut également assainir le secteur, vu que les amateurs ne manquent pas. Mis à part cela, on doit également penser à faire en sorte d'augmenter autant que possible le taux de vaccination vis-à-vis de la lutte contre la Covid-19.

Jean Riana

Lire aussi : https://www.madagascar-tribune.com/Tourisme-Vers-la-relance-de-la-destination-Ramena-a-Antsiranana.html

Travel + Leisure 2021 Seychelles reclaims award for top island destination in Africa, Middle East



With its lush tropical vegetation, powder-white beaches, a beautiful, exotic setting and clear turquoise waters, Seychelles has scooped for the fourth time the prestigious Travel + Leisure 2021 World's Best Award as the top island destination in Africa &

Seychelles has beat off competition yet again as it scooped for the fourth time the prestigious Travel + Leisure 2021 World's Best Award as the top island destination in Africa & the Middle East.

Reclaiming the Number 1 spot (which it also held in 2019), Seychelles, an acclaimed pristine paradise set in the Indian Ocean and "the eighth wonder of the world" as one Travel + Leisure reader characterised it, praising it for its "exquisiteness", emerged top in its category, scoring 88 points.

Seychelles is followed by Zanzibar and Mauritius in second and third position respectively.

This year's standouts are as far-flung as ever, the magazine said, announcing the results of the survey which allows readers to reflect on their travel experiences and suggest a renewed appreciation for places that offer unparalleled natural beauty and in many places, fewer crowds.

Honorees of the awards typically inspire travellers as they seek the most rewarding experiences around the world.

Boasting lush tropical vegetation, powder-white beaches, a beautiful, exotic setting and clear turquoise waters, Seychelles is also well-known for its perfectly preserved natural sites such as the Vallée de Mai, one of the 115-island archipelago's two Unesco World Heritage sites dedicated to humanity, its unique flora and fauna and its marine parks, all of which captivated Travel & Leisure's readers.

Commenting on the award, Bernadette Willemin, director general for marketing of Tourism Seychelles, mentioned that receiving such a significant recognition is an honour for the destination. **Suite de l'article**

Signature d'un protocole d'accord entre l'Economic Development Board et Invest India



Le Cabinet a approuvé vendredi dernier la signature d'un protocole d'accord entre l'Economic Development Board et Invest India, l'agence nationale indienne de promotion des investissements. Le protocole d'accord aura, entre autres, les objectifs suivants :
(a) le renforcement des relations bilatérales d'investissement et le développement d'une coopération commerciale réciproque entre l'île Maurice et l'Inde ;
(b) l'échange d'informations pratiques sur les investissements aux entreprises en vue de faciliter les investissements directs étrangers ; et
(c) l'établissement d'un cadre pratique convenant aux deux juridictions et prenant en compte la législation nationale pour promouvoir l'investissement bilatéral et échanger des expériences et des informations pertinentes sur leurs investisseurs respectifs.

Secteur du textile : Promotion de l'économie circulaire

Le secteur textile est en plein essor car son faible coût sur les matières premières et la main-d'œuvre représente un réel avantage. Pourtant, de nombreuses industries textiles utilisent encore des produits chimiques polluants organiques persistants (POPS) dans leurs opérations industrielles. Le ministère de l'Environnement et du Développement Durable, en collaboration avec l'Organisation des Nations-Unies pour le Développement Industriel avec le financement du Fonds pour l'Environnement Mondial, procède au lancement du projet promotion de l'économie circulaire dans le secteur du textile et de l'habillement à travers la gestion durable des produits chimiques et des déchets au Lesotho, à Madagascar et au Sud-Afrique. Promouvoir l'économie circulaire par la gestion durable de ces produits chimiques et déchets POPS, la réutilisation, le recyclage et la revalorisation des déchets et des rebus du textile et de l'habillement sont au cœur du présent projet. Il va par ailleurs promouvoir la compétitivité économique du secteur textile ainsi que la Responsabilité Sociétale des Entreprises et soutiendra l'adoption de pratiques internationales suivant les normes, standards et réglementations internationales.
Recueillis par Na

'August showed positive signs for the economy' – Governor Abel



Governor Abel

The month of August showed some positive signs for the economy in terms of supply and demand of US dollars, the Governor of the Central Bank, Caroline Abel, said yesterday.

The governor was speaking during a press update on the economy of the country and how we need to remodel our businesses.

She started off by updating the media on the Private Sector (MSMEs) Relief Scheme and the Private Sector (Large Enterprises) Relief Scheme.

According to the data available as at August 30, for the MSMEs, there were 435 requests (R198,760,967) out of which 279 were approved (R115,463,271.27), 18 pending (R21,073,404.46) and 86 rejected (R40,531,460.26).

For the large enterprises, 32 requests (R310,057,769) were received out of which 23 (R272,557,769) were approved and four pending (R19,000,000). These requests come mainly from trade, tourism and transportation.

Governor Abel also shared that all requests, as of September 9 coming from the Financial Institutions to the Central Bank were approved.

"In total we received 88 requests (R99,261,572.12) from the MSMEs and 16 requests (R231,156,694) from large enterprises. With the opening of the country, many businesses are recovering and are able to pay their loans faster. **Suite de l'article**

Vaccination Covid-19 : Anjouan a vacciné plus de 92 % de sa population cible

La deuxième cohorte de vaccination se déroule comme prévu. Les chiffres en parlent. 92,5 % sont vaccinées pour la seconde dose. 90,6 % de sportifs, 92,4 % des étudiants et 94,3 % des plus de 40 ans. Au niveau national, les Comores ont vacciné 19 %, soit 118 246 vaccinés depuis la première cohorte. Une troisième et quatrième cohorte sont prévues dans quelques jours.



Avec une cible de 39 392 personnes à vacciner, la coordination Covid-19 à Anjouan affiche 36 451 personnes vaccinées soit une couverture vaccinale de 92,5 %. Le district sanitaire de Pomoni et de Tsembehou sont les plus vaccinés avec respectivement 98,2% et 98,0% et le district sanitaire de Sima et de Mutsamudu sont les moins vaccinés avec respectivement 89,9% et 84,2%, selon la coordination insulaire de lutte contre la Covid-19 à Anjouan. « Avec un total de 39 392 vaccinés dans cette deuxième cohorte, pour Mutsamudu une couverture de 84,2%, soit 7 709 vaccinés avec une cible de 9 161. A Ouani, la couverture est de 96,8 %, soit 5 664 vaccinés avec une cible de 5 851. A Tsembehou, elle est de 98,2 %, soit 2 862 vaccinés avec une cible de 2 914. Et 90,5 %, de couverture à Domoni, soit 6 497 vaccinés avec une cible de 7 177. Pour Mrémani, une couverture 97,4 %, soit 7 348 vaccinés avec une cible de 7 544. Pour Pomoni, une couverture de 98,0 %, soit 3 707 vaccinales avec une cible de 3 781. Et pour Sima, une couverture de 89,9 %, soit 2 664 vaccinés avec une cible de 2 964 », a détaillé la coordination insulaire anti-covid 19 à Anjouan.

Covid-19 : mix vaccinal pour la troisième dose

Répondant aux questions de la presse à la conférence de presse de la NCC vendredi, le ministre Kailesh Jagutpal a affirmé qu'un plan de vaccination est envisagé pour l'administration d'une troisième dose de vaccin contre le Covid-19. Pour tous les vaccins ou seulement pour certains ? Contactée à ce sujet, la Dr. Catherine Gaud, conseillère au ministère de la Santé, explique que la troisième dose sera pour tous ceux qui ont été vaccinés et que le mix vaccinal sera d'actualité. *«Nous allons commencer à injecter la troisième dose aux immunodéprimés, aux dialysés et aux personnes à risque en premier lieu. Ensuite viendront ceux qui ont fait leur vaccin en premier. Ceux qui ont fait le Sinopharm, par exemple, auront une troisième dose de Sinopharm. Pour les autres vaccins, la troisième se fera avec un autre vaccin. Selon les études, il a été prouvé que cela pouvait se faire.»* Elle ajoute que la troisième dose se fera sur les personnes, dont la deuxième dose date de quatre mois minimum et de neuf mois maximum.

Est-ce que cette troisième dose sera obligatoire ? La Dr. Catherine Gaud explique que cette question n'a pas encore été évaluée par le comité vaccinal mais qu'il faut comprendre que la vaccination est vraiment importante pour l'économie du pays. *«Une troisième dose ne veut pas dire que les vaccins ne sont pas efficaces. On l'administre pour booster les anticorps reçus à travers le vaccin pour combattre le Covid-19. Les études ont prouvé qu'avec le temps ils s'affaiblissent mais pas qu'ils sont inefficaces. On peut prendre l'exemple d'Israël dans ce cas-là.»* De son côté, le président du vaccination committee, le Dr. Zouberr Joumaye, explique qu'une annonce sera faite dans les prochains jours. *«Un plan sera établi pour la suite de la campagne de vaccination pour les première et deuxième doses mais aussi pour la troisième.»*

Pour rappel, quelques pays ont déjà commencé à administrer une troisième dose à leurs citoyens. Des pays comme les États-Unis ou encore Israël ont débuté leur campagne de vaccination d'une troisième dose de Pfizer, Bahreïn avec Sinopharm. Les Seychelles envisagent un mix vaccinal pour une troisième dose aux plus vulnérables de leur population avec le vaccin Pfizer qu'ils viennent de recevoir.